

ELLE DEMANDE LA PUBLICATION DE LA LISTE DES OPÉRATEURS QUI SURFACTURENT

Hanoune met au défi le gouvernement

«Chiche, donnez la liste de tous ceux qui surfacturent», lance tel un défi la secrétaire générale du Parti des travailleurs (PT) qui dénoncera, par ailleurs, l'arrestation «à la Hollywood» du général à la retraite Hocine Benhadid.

Cherif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Ayant ouvert, hier, au Village des Artistes à Zéralda la session ordinaire de son parti, Louisa Hanoune est revenue sur «les attaques» portées par le ministre de l'Industrie et des Mines contre le P-dg du groupe Cevital. Tout en assurant qu'elle ne défend pas Issad Rebrab, capable selon elle de se défendre, et en observant que la dynamique de délocalisation engagée par ce chef d'entreprise «dérange peut-être certains en France ou ailleurs», Louisa Hanoune déplorera, ce faisant, «la politique des deux poids, deux mesures».

Evoquant des «sommes colossales», des montants de l'ordre de 15 milliards de dollars de surfacturations, la secrétaire générale esti-

mera que si le ministre de l'Industrie détient «des dossiers, qu'il aille à la justice. Mais à la condition qu'il ouvre les dossiers de tous les opérateurs, les responsables qui ont surfacturé». «Chiche. Rendez publique la liste. Nous exigeons un bilan détaillé public», dira Louisa Hanoune qui ne manquera pas de relever «une responsabilité politique» dans le développement de cette pratique.

Autre grief que la dirigeante du PT exprimera, la perte de l'immunité du pays, notamment celle de l'institution militaire.

Dans ce contexte, elle considérera que l'arrestation du général à la retraite Hocine Benhadid s'est faite «à la Hollywood». Certes, Louisa Hanoune tiendra à préciser qu'elle ne discute pas «le fond» de



Hanoune exige un bilan détaillé.

l'affaire, dans la mesure où toute partie s'estimant diffamée a toute latitude de porter plainte. Mais, la patronne du PT relèvera essentiellement «la forme» dans laquelle cette arrestation s'est déroulée. Comme elle relèvera l'impact

potentiellement négatif qui pourrait en découler sur le moral des citoyens, voire sur les militaires et autres éléments engagés dans la préservation de la sécurité et de l'intégrité du pays. Au-delà de leur impact sur l'image du pays à l'ex-

térieur, celle d'un pays «dans le chaos», la secrétaire générale considérera qu'il s'agit, à travers ces événements, de «terroriser, de tétaniser» la population, l'ensemble des forces vives.

Et cela dans le contexte de l'«institutionnalisation de la prédation», de la prégnance de l'oligarchie et de l'appauvrissement de la majorité du peuple du fait de la politique d'austérité «violente» mise en œuvre.

Réitérant dans ce contexte la nécessité de la démocratie réelle, la consécration de la souveraineté populaire à travers des élections «anticipées ou pas» et la réappropriation par les Algériens de leur Etat, Louisa Hanoune s'opposera, ce faisant, à la transmission du pouvoir par voie «héréditaire».

«On évoque ici et là, la transmission héréditaire. Je leur dis que c'est absolument impossible», affirmera la dirigeante du PT.

C. B.

ARRÊTÉ MERCREDI SOIR

Le général Benhadid incarcéré à El-Harrach

Le général Benhadid, arrêté mercredi soir alors qu'il rejoignait son domicile, se trouve, depuis jeudi soir, à la prison d'El-Harrach où il a été déféré suite à «une pénible journée au tribunal de Sidi-M'hamed», a-t-on appris hier auprès de son avocat M^e Mecheri.

Abla Cherif - Alger (Le Soir) - «Pénible», déclare celui-ci car le mis en cause a été entendu à 23h30, or «il s'agit d'un homme âgé dépassant les 70 ans et très malade de surcroît. Il est regrettable qu'un tel traitement lui ait été réservé car il faut aussi savoir qu'il a été contraint à gravir quatre étages à grand-peine en se traînant avec sa canne pour pouvoir comparaître. Il était vraiment très fatigué».

Le général Benhadid a été accusé de «tentative d'atteinte au prestige de l'ANP et détention illégale d'arme à feu». M^e Mecheri s'étonne sur le fait qu'un «général ayant combattu dans le cadre de la lutte antiterroriste, un général tout court soit soumis à une quelconque autorisation de port d'arme». Jeudi, avons-nous constaté sur place, une perquisition a été effectuée par des éléments de la Gendarmerie nationale au domicile des Benhadid. Sur place, il régnait une atmosphère très lourde. La résidence Les Pins, le lieu où il réside, a été placée sous surveillance d'une équipe de la gendarmerie depuis la matinée. Des véhicules civils ont investi les lieux avec à bord des hommes en lunettes noires donnant l'impression de n'avoir aucune mission précise. Des jeunes, des membres du voisinage alertés par le manège tentaient de se faire discrets. Tous regardaient en direction de la fenêtre de l'appartement du général Benhadid où se déroulait la perquisition. Mais très vite, un mouvement de véhicules qui quittent les lieux écarte le groupe de jeunes curieux qui se voulaient discrets. Les langues se délient. «Ils (les gendarmes) ont investi son domicile au cours de la matinée (...) ils fouillent tout (...) on est

branchés sur internet pour savoir ce qui se passe réellement, on a uniquement vu des hommes sortir de chez lui avec des petits cartons blancs, apparemment pleins de documents.» Des amis au fils du général Benhadid se demandent cependant pourquoi il a fait «lui aussi les frais d'une lutte qui le dépasse». A ce moment, des informations contradictoires circulent au sujet de l'arrestation du jeune Benhadid qui se trouvait, en effet,

en compagnie de son père lorsque ce dernier a été sommé de descendre de son véhicule.

Selon M^e Mecheri, le fils Benhadid a tenté de s'emparer de l'arme de son père avant d'être rapidement maîtrisé par les forces de l'ordre. Il a été placé mercredi soir sous mandat de dépôt et conduit à la prison d'El-Harrach où il a passé la nuit.

Vers 16h, le véhicule de la gendarmerie posté devant la résidence Les Pins a finalement quitté les lieux suivis par d'autres véhicules civils. La porte de l'appartement des Benhadid où nous pouvions accéder était doublement fermée par une porte en fer. Personne à

l'intérieur. Plus de jeunes non plus devant l'immeuble.

Le dernier à quitter l'endroit s'enferme chez lui pour aller, dit-il, s'enquérir de ce qui se passe en consultant internet. L'absence de communication officielle sur les événements graves qui s'enchaînent en Algérie se fait extrêmement ressentir.

Ici comme ailleurs, on sait seulement que le général Benhadid a été arrêté suite aux fameuses interviews qu'il a livrées à Radio M et la chaîne télévisée El-Magharibia au cours desquelles il a vertement fustigé le frère du président de la République, Saïd Bouteflika. Cette arrestation inter-

vient également au moment où le patron du FCE Ali Haddad annonce avoir déposé une plainte en diffamation contre le général.

De Sétif, le ministre de la Justice a enfin annoncé hier que «la justice allait s'appliquer en toute transparence» en faisant allusion à «ces voix qui s'élèvent ces derniers temps pour faire des déclarations qui ne respectent pas la loi». M^e Mecheri annonce, quant à lui, qu'il fera appel dans les prochaines heures afin de tenter d'obtenir la libération de son client malade car la loi autorise «au moins sa mise sous contrôle judiciaire en raison de son âge».

A. B.

TAYEB LOUH À PARTIR DE SÉTIF :

«La justice ne sera ni influencée ni instrumentalisée»

Le ministre de la Justice, Tayeb Louh, a présidé, jeudi, la cérémonie d'installation de M. Belala Djilali, nouveau procureur général de la cour de Sétif.

Intervenant lors de cette cérémonie, Tayeb Louh a tenu des propos à peine voilés visant les dernières sorties médiatiques de certaines personnalités et notamment celle de l'ancien général, Hocine Benhadid, qui lui ont valu une interpellation musclée et une mise sous mandat de dépôt.

«Ces derniers temps, des sorties médiatiques de certaines personnes sont observées sur la scène nationale. Ces gens font des déclarations ici et là en ne respectant pas les lois de la République.

Nous devons être clairs à ce sujet, ces gens doivent assumer leurs responsabilités, et chacun doit être responsable de ses déclarations. La justice ne sera ni influencée ni instrumentalisée. Le rôle de la justice est de juger selon la loi et la Constitution, le juge est

également tenu de statuer selon sa conscience. Les déclarations médiatiques contraires aux lois de la République exposeront leurs auteurs à l'application des lois pénales. Le pouvoir judiciaire est là pour veiller à l'application de la loi en toute transparence», avait déclaré Tayeb Louh, ministre de la Justice et Garde des sceaux.

Abordant toujours le même sujet, le ministre, a affirmé que chacun est libre de déclarer ce qu'il veut mais lors des audiences publiques. «Durant les audiences publiques toute personne est libre de faire des déclarations sans aucune contrainte. C'est un principe universel du travail de la justice.»

La justice, dira-t-il, garantit la continuité de l'Etat en appliquant strictement la loi afin d'éviter l'anarchie. «La justice n'a rien à cacher. Elle a son rôle à jouer, celui de la protection des libertés. Le pouvoir judiciaire est là pour veiller à tout manquement à ces principes», a-t-il ajouté.

Le reste du discours du ministre a été axé sur les diffé-



Louh assure que la loi sera strictement appliquée.

rentes étapes des réformes du système judiciaire entamées depuis quelques années.

Pour revenir à l'installation du procureur général, celle-ci est intervenue suite au mouvement restreint dans le corps des présidents de cour de justice, des procureurs généraux ainsi que des présidents de tribunaux adminis-

tratifs, décidé par Abdelaziz Bouteflika. A cet effet, M. Belala Djilali, qui avait occupé le poste de procureur général adjoint près la cour de Boumerdès, a été promu au poste de procureur général à Sétif en remplacement de M. Rouini Abdelhamid qui a été muté au même poste à Béjaïa.

Imed Sellami